

pour 1916 et il s'est appuyé pour cela sur les déclarations de l'honorable Winston Churchill. Qu'il dise tant qu'il voudra qu'il est opposé aux contributions périodiques, il se refute lui-même en établissant la nécessité de maintenir ces navires dans la ligne de combat, puisqu'ils doivent faire partie de la marine anglaise.

Je comprends que ceux qui sont d'opinion que ces navires restent étrangers au programme naval de l'Angleterre, soutiennent que nous pourrions les reprendre à un moment donné, mais je ne comprends pas que ceux qui sont convaincus que ces navires font partie du programme naval de l'Angleterre, puissent croire que nous ne serons pas obligés de répéter, et répéter indéfiniment, ces contributions.

L'honorable député de Vancouver (M. Stevens) a enfin rompu le silence qui avait été imposé aux honorables députés de la droite. Mon honorable ami regrette que le Canada n'ait pas purement et simplement fait cadeau de ces navires à l'Angleterre. Je puis lui dire qu'il n'a pas à s'inquiéter à ce sujet. Le cadeau est bel et bien fait.

M. CARVELL: Il n'y a pas le moindre doute.

M. McCRANEY: C'est un don pur et simple. J'admets avec mon honorable ami qu'il n'est pas fait en termes absolument gracieux et que lorsque l'on donne une chose, il vaut mieux le dire. Le cadeau est présenté en termes peu polis. Si l'intention était surtout de faire connaître au peuple anglais l'estime et l'admiration que nous avons pour lui, on aurait mieux fait de s'abstenir de dire que le Canada reprendra ses navires, un jour ou l'autre. La raison que donne l'honorable député de Vancouver pour demander que ces navires deviennent la propriété absolue du gouvernement anglais, c'est ce que nous devons tant à la mère patrie. Combien lui devons-nous? Peut-être \$350,000,000, et nous lui donnons des navires estimés à \$35,000,000, pour acquitter notre dette—10 cents du dollar. Mon honorable ami aura neuf autres occasions de voter une semblable contribution avant que la dette soit complètement payée. On ne peut pas honnêtement et respectablement acquitter une dette en n'en payant que la dixième partie.

M. STEVENS: Vous acquittez-vous mieux en ne payant rien du tout?

M. McCRANEY: Mon honorable ami demande si nous ne voulons rien donner. Non seulement il a gardé le silence, mais il a dormi, pendant tout le débat. Ne se rend-il pas compte que l'opposition est disposée à dépenser plusieurs millions de plus que n'en exigerait la mise à exécution du projet ministériel, et que nous sommes prêts à entreprendre la construction, l'équipement et l'entretien des navires et des équipages? Nous sommes prêts à faire tout

M. McCRANEY.

ce que les circonstances demanderont pour contribuer à la défense de l'empire.

La seule raison qu'ait le Gouvernement de demander cette somme de \$35,000,000, c'est son alliance avec les nationalistes. Il peut y avoir coopération entre les deux partis politiques dans cette Chambre, bien qu'ils diffèrent sur les moyens à prendre, car j'aime à croire qu'ils professent les mêmes aspirations nationales.

M. BURNHAM: Je désirerais savoir si mon honorable ami prétend que les nationalistes cherchent à détruire l'autonomie du Canada?

M. McCRANEY: Je n'ai pas saisi la question.

M. BURNHAM: Mon honorable ami prétend que la politique du Gouvernement est la conséquence de son alliance avec les nationalistes et puisqu'il est d'avis que cette politique tend à détruire l'autonomie du Canada, en conclut-il que le désir des nationalistes est de voir disparaître notre autonomie?

M. McCRANEY: Je suis convaincu, pour ma part, que tel sera le résultat inévitable de cette politique, si elle est mise à exécution et c'est pourquoi nous la combattons. Je crois que non seulement les deux partis peuvent coopérer au triomphe d'une politique, mais aussi qu'il peut y avoir continuité dans la politique des différents gouvernements. Bien que différant d'opinion sur des questions de détails, nous pouvons avoir les mêmes aspirations et combattre pour la défense des mêmes principes. Mais je prétends également qu'un parti qui se respecte ne peut pas faire une alliance avec les nationalistes de ce pays, après les déclarations que ces derniers ont faites et l'attitude qu'ils ont prise sur les questions impériales, pendant la dernière campagne électorale.

La seule chose que l'on puisse invoquer en faveur du premier ministre, c'est sa fidélité; il se croit lié par les engagements qu'il a pris et il fait tout en son pouvoir pour les tenir. Le projet que nous discutons en ce moment n'est que le résultat ou la conséquence de cette malheureuse alliance. Le jour de l'échéance est arrivé et le Gouvernement doit s'exécuter. Peut-on s'étonner si l'opposition emploie tous les moyens constitutionnels à sa disposition pour empêcher la consommation de cette iniquité. Je n'ai aucun doute que les députés ministériels qui ont déjà perdu le respect d'eux-mêmes, par leur alliance avec les nationalistes, perdraient aussi tout le respect pour l'opposition, si nous ne combattons pas ce projet avec la dernière opiniâtreté.

M. J. E. MARCILE (Bagot) (texte):
Monsieur le président, laissez-moi vous di-